

# Introduction

Un couple de jeunes riches et sans enfants me reçoit dans l'appartement rénové qu'ils ont acquis dans le Centre historique. Ils appartiennent à une famille d'agents immobiliers étasuniens et prétendent élargir le *business* vers le centre ancien de Mexico qu'ils comparent volontiers au New York d'avant Rudolph Giuliani. Le décor est impeccablement blanc, à l'exception d'une carte cadastrale colorée de punaises, chacune indiquant les immeubles qu'ils ont dans le collimateur. Une punaise rouge indique un immeuble transformé en entrepôt par les commerçants ambulants : en le rachetant, ils espèrent infliger un coup au commerce informel qui « enlaidit » le secteur.

Une femme indigène me raconte son histoire de vie. Elle est arrivée à Mexico à l'âge de 8 ans pour se consacrer à l'ambulantage. La lutte qu'elle a entreprise à partir de 1977 pour se maintenir dans l'appartement qu'elle habite aujourd'hui, s'est radicalisée vers la fin des années 1980, lorsqu'elle a rejoint une organisation de locataires affectés par le séisme de 1985. Après avoir résisté à sept tentatives d'expulsion, elle a enfin réussi à ce qu'en 2003 le gouvernement de la ville exproprie l'immeuble en faveur des occupants. Elle imagine un avenir meilleur pour les six enfants qu'elle a élevés seule et souhaiterait qu'ils restent dans le Centre historique qui les a vus naître.

Durant la première décennie du XXI<sup>e</sup> siècle, le Centre historique de Mexico a cessé de perdre ses habitants, annonçant un mouvement de « retours en ville<sup>1</sup> » dont on commence à peine à mesurer l'importance. La requalification de l'habitat et le repeuplement du site sont l'expression d'une revalorisation symbolique et économique qui appelle toutes les approches scientifiques, des évaluations variées permettant d'établir les causes et les effets de ce processus ainsi que différentes lectures critiques capables d'identifier les acteurs en jeu, les « gagnants » comme les « perdants ». Cependant, bien que la littérature apparaisse de plus en plus abondante, la question de la gentrification de ce haut lieu patrimonial n'a fait qu'effleurer le débat sans être vraiment posée en tant qu'objet de recherche.

L'objet n'est pas simple et la problématique n'implique pas un débat précisément neutre. L'hypothèse de la gentrification provoque des mécontentements et des réactions de la part des promoteurs de la « revitalisation » ou encore de la « régénération », des métaphores qui ont le mérite de mobiliser les consciences mais qui occultent des relations d'inégalité<sup>2</sup>. Elle dérange car elle se focalise sur ce qui ne va pas, elle sème le doute au lieu de célébrer une urbanité retrouvée, elle interroge la différenciation sociale au lieu de s'adapter au décor. En somme, elle vient à l'encontre d'une

---

1. Bidou-Zachariassen, 2003.

2. Van Criekingen, 2008a.

opinion publique construite par les promoteurs immobiliers, les médias, les habitants qui défendent la « revitalisation » comme une cause qui leur serait propre, ainsi que les chercheurs ayant fixé des compromis avec les pouvoirs publics.

L'argument privilégié par les détracteurs du concept consiste à dire que le terme correspond à une réalité culturelle spécifique, le monde anglophone, et qu'il n'a pas lieu d'être en France ou au Mexique. Pourtant, dans les pays anglophones la polémique n'est pas moins vive. La gentrification a tour à tour été qualifiée de « concept chaotique<sup>3</sup> » par les sociologues urbains, condamnée à mort par des géographes exaspérés, et l'on a même assisté à des campagnes publicitaires payées par les promoteurs new-yorkais afin de nettoyer sa connotation. Ce faisant, le terme n'a fait qu'acquiescer de l'importance en se propageant de façon incontrôlée. Qu'on le veuille ou non, on le retrouve désormais dans les manuels scolaires de géographie française comme dans les pages des quotidiens mexicains. Mais de quoi s'agit-il ?

La gentrification implique des individus et des groupes issus de différentes classes sociales dont les projets de vie apparaissent opposés, voire contradictoires : les uns tendent à déplacer les autres. Pour les auteurs issus de la tradition marxiste, il s'agit d'une nouvelle forme de « colonialisme urbain<sup>4</sup> » s'opérant schématiquement à travers des « pionniers » qui, enthousiastes et volontaristes, s'occupent de « pacifier » les quartiers difficiles et d'ouvrir le terrain à de nouveaux habitants, dans un mouvement soutenu par des groupes nationaux et internationaux ayant un pouvoir économique et politique.

Plus généralement, le terme se réfère aux effets pervers induits par la revalorisation d'un site et il serait donc un contresens de le revendiquer comme un objectif programmatique<sup>5</sup>. Pourtant, étant donné les nouvelles conditions d'accumulation du capital, la concurrence interurbaine globale et le remplacement du paradigme de l'État social par celui de l'État néolibéral, de plus en plus de villes entreprennent des politiques de « revitalisation » urbaine qui excluent – de fait – les groupes sociaux jugés « inutiles à la croissance économique<sup>6</sup> » tout en privilégiant les « classes créatives<sup>7</sup> », souvent considérées comme un nouveau facteur de développement.

Bien entendu, le processus n'est jamais linéaire et sa réalisation dépend des politiques et des régulations urbaines en vigueur, ainsi que du rapport de force existant entre les acteurs sociaux présents sur le terrain. En outre, dans le cas qui nous intéresse, la problématique de la gentrification s'entre-

---

3. Rose, 1984 ; Bourdin, 2008.

4. Smith, 1996 ; Atkinson et Bridge, 2005 ; Watt, 2008.

5. Slater, 2006.

6. Gervais-Lambony et Dufaux, 2009.

7. Florida, 2002.

croise avec la dimension affective d'un territoire caractérisé par plus de 700 ans d'activité humaine et de centralité politique. Depuis l'Empire aztèque jusqu'à la capitale du Mexique indépendant, en passant par le siège du vice-royaume de la Nouvelle-Espagne, les Mexicains ont appris à se reconnaître dans ce palimpseste urbain que constitue le Centre historique, inventé en termes administratifs seulement en 1980. À ce moment-là, après plusieurs décennies d'opérations de « rénovation bulldozer », les autorités firent de la patrimonialisation du noyau historique de la ville un objectif prioritaire de l'action publique, interdisant par la même occasion la possibilité d'un redéveloppement du site. Ce choix s'est imposé sous l'impulsion des premiers acteurs de la conservation patrimoniale, dans un mouvement qui a permis de sauvegarder d'importants témoignages du passé.

En effet, la problématique soulevée dans cet ouvrage s'avère d'autant plus pernicieuse qu'elle met en doute non pas le bien-fondé de la sauvegarde des œuvres anciennes mais bien les moyens de cette sauvegarde et les tensions sociales inhérentes au processus de patrimonialisation. En reprenant les termes de Paul Claval, il s'agit d'évaluer la possibilité d'une « gentrification du patrimoine » :

Le mouvement de patrimonialisation qui concerne les témoignages du passé populaire est animé par des gens qui appartiennent aux classes moyennes ou supérieures. Les auteurs anglo-saxons emploient, pour qualifier le mouvement de retour des classes aisées vers les quartiers centraux des agglomérations qu'elles avaient longtemps fuis, le terme de gentrification (*dixit*). Mais le mouvement est beaucoup plus général qu'ils ne le disent : il caractérise les rapports de l'ensemble des couches aisées ou moyennes au patrimoine, qu'il soit d'origine élitaire et populaire. Bien loin de conduire à une réappropriation du passé par les couches populaires qui y conforteraient leur identité, le mouvement contemporain de patrimonialisation correspond à un investissement paysager qui est essentiellement l'œuvre de la partie aisée et instruite de la population et lui bénéficie. [...] Les couches éduquées des nouvelles nations s'identifient volontiers à des monuments qui les rassurent sur leur passé. Cette identification s'accompagne d'une gentrification du patrimoine qui est généralement plus brutale que dans les vieux pays d'Europe<sup>8</sup>.

Prise dans son énoncé, l'expression comporte une série d'éléments qui nous permettent d'affiner la problématique. D'abord, c'est à partir d'une lecture transversale des débats anglophones et francophones que l'auteur s'attaque au concept de gentrification (et l'instabilité orthographique montre à quel point le passage vers le débat francophone est difficile). S'il reconnaît la dimension de classe inhérente au processus, les modalités de cette « gentrification du patrimoine » restent pourtant floues, en particulier la notion « d'investissement paysager ». S'agit-il d'un investissement financier ou d'une récupération symbolique des lieux par les couches les plus aisées de la société ? Par ailleurs, si la proposition apparaît prometteuse, elle

---

8. Claval, 2003, p. 51.

reste opaque quant à l'échelle d'analyse du phénomène : s'agit-il d'une gentrification des immeubles d'habitations, des sites classés ? Enfin, nous pensons avec Paul Claval que cette gentrification s'opère de façon plus « brutale » dans les « nouvelles nations », c'est-à-dire dans les pays où les inégalités sociales sont les plus flagrantes et où le nationalisme y est le plus exacerbé.

Bien entendu, toute la difficulté réside en ce que la gentrification n'apparaît jamais comme un objectif de l'action publique. Au contraire, à Mexico, le Centre historique est appelé à devenir l'élément nodal dans la lutte contre la désaffiliation des individus et la fragmentation urbaine, comme si ce territoire infime par rapport à la masse métropolitaine contenait le pouvoir magique de transformer la société dans son ensemble. Nous comprenons donc l'importance d'analyser les contradictions existantes entre le *projet urbain*, entendu comme « une œuvre de formalisation spatiale donnant à voir une entité et déclinant les bonnes intentions de sa régulation<sup>9</sup> », et les effets concrets des politiques publiques. Ont-elles produit davantage de mixité sociale ? Ont-elles au contraire accentué la ségrégation sociale ? Comment s'expriment les tensions de classe et la gentrification dans le Centre historique ?

Les réponses apportées dans ce travail s'articulent autour de deux hypothèses. La première stipule qu'il existe une revalorisation inégale du patrimoine qui privilégie certains aspects et certains espaces au détriment de l'ensemble du site classé. La seconde hypothèse, davantage explicative, prétend que cette différenciation spatiale est produite et recrée par les acteurs sociaux en fonction de leurs intérêts de classe. Cependant, dire que l'espace patrimonial est un produit de l'activité sociale serait se contenter d'emprunter une formule redevable à Henri Lefebvre. En effet, une explication plus détaillée des hypothèses qui nous guident s'impose.

## Anciennes frontières et nouveaux fronts

Si les récentes transformations du paysage urbain apparaissent spectaculaires, nous essayerons de montrer qu'il existe des continuités territoriales tout aussi surprenantes, presque indépendantes du temps présent et de la conjoncture. Cette volonté d'établir un lien génétique entre les formes de ségrégation urbaine existantes à l'époque coloniale et celles qui se sont imposées avec le développement du capitalisme à partir du XIX<sup>e</sup> siècle, n'est pas nouvelle : elle représente selon Luis Fernando Granados une préoccupation centrale chez de nombreux historiens et sociologues ayant travaillé sur ce territoire inscrit en 1987 à la « Liste du patrimoine mondial<sup>10</sup> ».

---

9. Devisme, 2003.

10. Granados, 2008, p. 52.

Sachant que le Centre historique a été régi des siècles durant selon la volonté de séparer les populations, un premier défi consiste à évaluer la teneur et la rigidité des frontières établies à l'époque coloniale. Nul n'a encore réussi à retracer les limites exactes entre la République espagnole et la République d'Indiens, comme il est convenu d'appeler le double régime de gouvernance qui caractérisa la gestion vice-royale de la capitale ; et nous ne serons pas les premiers à le faire. Cela dit, nous verrons que les traces de la séparation ethnique se reflètent dans la géographie sociale du site et, surtout, dans l'imaginaire collectif des habitants qui véhiculent encore et pour longtemps les représentations construites au fil de cette première phase de la mondialisation.

Stigmate pour les uns, ressort de résistance pour les autres, la mémoire des lieux constitue un levier pour l'action collective et la formation des identités de classe. Ce postulat est essentiel au second défi qui consiste à délimiter non seulement la division sociale de l'espace (réalité statistique) mais aussi les frontières de classe (réalité idéale). Au sens propre du terme, nous savons pertinemment qu'aucune frontière matérielle ne divise la population du Centre historique et que chacun est libre d'acquérir une propriété et de s'installer où il le souhaite, à condition de respecter le zonage établi. Cependant, en plus des différences économiques qui interdisent à un bon nombre de personnes d'avoir une véritable liberté dans leur choix résidentiel, nous pouvons avancer que la géographie sociale du site est aussi déterminée par les représentations, les pratiques et les comportements de classe des agents sociaux. Car suivant Pierre Bourdieu, « si l'habitat contribue à faire l'*habitus*, l'*habitus* contribue aussi à faire l'habitat, à travers les usages sociaux, plus ou moins adéquats, qu'il incline à en faire<sup>11</sup> ».

Cela ne suffit pas encore à justifier l'utilisation des notions de front et de frontière. Dans *The New Urban Frontier: Gentrification and the Revanchist City*, publié en 1996, Neil Smith a rendu explicite et opératoire l'analogie entre les processus de colonisation et de gentrification. Pour l'auteur, cette dernière reproduit à plusieurs égards le *front pionnier*<sup>12</sup> qui a permis le développement économique des États-Unis aux dépens des peuples autochtones : elle s'appuie d'une part sur des mythes fondateurs qui exaltent la bravoure des colons face à une nature hostile et, d'autre part, elle s'organise moins par l'action individuelle des pionniers que par l'action collective des propriétaires du capital. Neil Smith reconnaît toutefois la rationalité des acteurs individuels en soulignant – comme nous l'observons dans les premières lignes de cette introduction – que les « développeurs ont un sens aigu, îlot par îlot, de l'état d'avancement de la ligne de front<sup>13</sup> ».

---

11. Bourdieu, 1993a, p. 259.

12. En anglais, la frontière se traduit par *border* et le front pionnier par *frontier*.

13. Smith, 1996, p. 23.

L'idée d'un nouveau *front urbain* doit être prise avec précaution, au même titre que la métaphore biologique de la « revitalisation ». La notion de *front* relève avant tout de la stratégie militaire et de la géopolitique. Elle indique « une ligne de contact entre deux forces antagonistes » et se réfère, par extension, à une « ligne mobile d'interface entre deux espaces<sup>14</sup> ». En ce sens, François Tomas a par exemple utilisé l'expression « stratégies socio-spatiales<sup>15</sup> » pour aborder les conflits de classe et la vision des planificateurs sur l'espace central de Mexico.

Plus particulièrement, le *front pionnier* se réfère à « un espace mobile marquant la limite provisoire de l'expansion d'une société au sein d'un espace plus vaste, en cours de mise en valeur<sup>16</sup> ». Cette image est présente dans le travail d'Alejandra Leal qui s'est intéressée aux nouveaux habitants du Centre historique. En offrant un portrait saisissant des gentrificateurs, l'auteure prétend avoir étudié la « négociation des frontières<sup>17</sup> » existantes dans l'univers urbain en voie de colonisation. Cependant, elle n'a évalué qu'une partie des groupes sociaux présents sur le territoire, en l'occurrence les « pionniers urbains », un terme aussi populaire qu'obscur. Quelles sont leurs relations avec les pouvoirs politiques et économiques ? Sont-ils représentatifs d'une classe sociale spécifique ? Les chercheurs qui mobilisent ce terme prennent-ils la mesure et considèrent-ils les implications de l'analogie avec le processus de colonisation ?

Notre travail vise en effet à repérer les différents fronts – aussi bien l'avancée des élites sur les territoires populaires que l'arrivée des catégories subalternes en des lieux historiquement acquis par la bourgeoisie – et interroge d'autre part la tendance des classes sociales antagonistes à dépasser les frontières imaginaires et performatives qui se sont installées dans la longue durée. Bien entendu, il ne s'agit pas uniquement d'évaluer le mouvement des nouveaux habitants qui emménagent avec tout leur bagage culturel et leurs comportements de classe. Nous considérerons également les facteurs de résistance et de continuité des classes populaires, elles aussi capables de gagner du terrain sur les anciens espaces de prestige et d'accumulation.

L'exemple de l'ambulantage, cette pratique commerciale informelle en symbiose avec les lieux de circulation piétonne<sup>18</sup>, est à ce titre édifiant. Nous verrons que son éradication constitue un défi sempiternel pour les autorités et qu'elle se présente encore aujourd'hui comme une condition nécessaire à la revalorisation du site. Cela dit, de récentes études montrent que cette modalité d'infra-subsistance est plus vivante que jamais et qu'elle se main-

---

14. Prévélakis, 2003.

15. Tomas, 1988.

16. Retailé, 2003.

17. Leal Martínez, 2007.

18. Monnet, 2006.

tient grâce à un complexe système de négociations dans le champ politique<sup>19</sup>.

## Acteurs et enjeux

Dans le débat sur les origines de la gentrification, on considère généralement l'opposition entre un courant culturaliste, cristallisé par la figure du géographe canadien David Ley, et un courant marxiste qui fut notamment porté par Neil Smith à partir des années 1980. Or il s'agit selon nous de théories explicatives complémentaires. D'une part, le désir d'urbanité et l'influence des classes moyennes sur la politique urbaine, constituent des données apportées par Ley<sup>20</sup> qu'on ne saurait écarter de l'analyse du cas mexicain. D'autre part, le rôle du grand capital dans la fabrication des nouveaux espaces propices à la consommation est tout aussi essentiel à l'étude de la revalorisation du Centre historique.

Sur ce dernier point, l'ouvrage n'échappe pas à la question largement médiatisée concernant la participation de Carlos Slim, un des hommes les plus fortunés de la planète, à la « revitalisation » du site. Avant nous, Manuel Perló et Juliette Bonnafé ont défendu l'hypothèse selon laquelle « l'ingénieur Slim ainsi que d'autres investisseurs, ont dominé le sens et l'orientation du programme de financement pour la requalification du Centre historique<sup>21</sup> ». En ce sens, Víctor Delgadillo a même affirmé que « l'investissement privé dans le Centre historique aurait très bien pu se passer du programme public de requalification<sup>22</sup> ».

Quelle est donc la part du mythe et de la réalité concernant la participation de l'homme d'affaires à la revalorisation de l'espace patrimonial ? Nous considérerons ici que la gentrification n'est pas le produit d'acteurs individuels – ni la somme des activités des « pionniers », ni le produit d'un acteur économique majeur – mais qu'elle implique des acteurs collectifs réunis autour d'intérêts communs. Le concept de « coalition de croissance » mobilisé par Max Rousseau dans l'étude de la gentrification des villes françaises, offre en ce sens des perspectives fertiles dès lors qu'il permet de décrire des situations dans lesquelles :

L'orientation des politiques urbaines est déterminée par la structuration des intérêts économiques, notamment fonciers. En effet, les propriétaires et les acteurs économiques dont l'activité dépend directement ou indirectement de l'augmentation de la valeur des sols (banques, promoteurs, investisseurs, agences immobilières) ont tendance à chercher à s'allier en vue d'exercer une

---

19. Silva Londoño, 2011.

20. Ley, 1996.

21. Perló et Bonnafé, 2007, p. 113.

22. Delgadillo, 2005, p. 266.

pression sur les autorités locales afin que celles-ci engagent des projets de régénération urbaine d'envergure<sup>23</sup>.

Dans le cas qui nous occupe, nous verrons qu'il existe un univers d'acteurs culturels et de petits propriétaires qui participent à la consolidation du projet urbain porté par l'élite entrepreneuriale. Bien entendu, il ne suffit pas d'observer les lieux et les liens des nouveaux habitants, de mesurer leur population ni de décrire leurs habitudes pour appréhender la gentrification. Si l'on admet avec Pierre Bourdieu que les classes sociales résultent des conditions objectives mais qu'elles deviennent conscientes d'elles-mêmes uniquement à travers la *praxis* politique<sup>24</sup>, il faut alors s'intéresser à la formation d'identités collectives chez ces nouveaux habitants, à leurs activités associatives, à ce que Bidou-Zachariassen et Poltorak appellent le « travail de gentrification<sup>25</sup> ». C'est ce que nous ferons au quatrième chapitre en nous intéressant aux aspirations urbaines portées par les nouveaux habitants ainsi qu'à leurs activités sur le terrain politique.

Cela dit, la gentrification n'implique pas que des acteurs favorables. Au contraire, l'identification du processus par les groupes qui en sont exclus ou menacés constitue une condition intrinsèque du phénomène: si tout le monde gagne à la revalorisation du site, s'il n'y a pas de conflit ouvert ou latent, alors on ne peut pas parler de gentrification. Dans cette perspective, notre analyse des continuités populaires interroge moins les « résistances produites à l'échelle individuelle », telles qu'elles ont été mises en évidence par Matthieu Giroud<sup>26</sup>, que les résistances collectives qui s'organisent autour de revendications concrètes, notamment autour du droit à la ville, au travail et au logement.

Les spécialistes de Mexico seront probablement étonnés du retour sur la question du Mouvement urbain populaire (MUP). L'intérêt que nous portons à ce vaste sujet social à partir du cinquième chapitre tient en deux constats. D'une part, toute personne ayant fait l'expérience de se promener dans le Centre historique a pu observer des banderoles indiquant la présence d'associations qui « protègent » les habitants. Une myriade d'organisations urbaines-populaires identifiées à gauche se maintient effectivement dans ce territoire, en particulier là où la dégradation du bâti est importante et où l'incertitude juridique autour de la propriété foncière implique des conflits potentiels. D'autre part, malgré sa quasi-disparition des revues de sociologie, nous nous sommes rendus à l'évidence que le MUP jouait encore

---

23. Rousseau, 2010.

24. Bourdieu, 1984.

25. Bidou-Zachariassen et Poltorak, 2008.

26. Giroud, 2007. L'hypothèse posée par l'auteur est la suivante: « Les continuités populaires sont le résultat de résistances, non pas en termes de luttes collectives, mais produites à l'échelle de l'individu. Ces résistances s'appuieraient sur l'habiter des individus, c'est-à-dire sur leurs pratiques ordinaires, réalisées au cours de parcours biographiques et de cheminements quotidiens, ainsi que sur leurs représentations », p. 3.

un rôle important dans la définition des politiques publiques et que les organisations qui le composent avaient un mot à dire concernant le destin des habitants moins bien lotis du Centre historique.

Notre incursion dans le domaine de la sociologie politique n'est donc pas fortuite. Plus particulièrement, nous allons nous appuyer sur la thèse d'Hélène Combes concernant le fonctionnement du Parti de la révolution démocratique (PRD), lequel tient la capitale depuis 1997. Son approche est originale en ce qu'elle met en évidence la porosité des frontières qui séparent le mouvement social du parti tout en s'écartant du jugement souvent stérile qui voudrait voir des relations du type « clientéliste » partout en Amérique latine. Combes dévoile en revanche l'existence d'acteurs « multi-positionnés<sup>27</sup> » qui agissent simultanément dans plusieurs sphères sociales, assurant ainsi une certaine gouvernance.

L'analyse du multipositionnement des acteurs politiques et sociaux que nous avons rencontrés entre 2008 et 2012 sera tout aussi utile pour évaluer le comportement des acteurs contestataires que pour comprendre les caractéristiques des organismes publics chargés de « revitaliser » le site. Nous verrons en effet que l'administration de l'espace patrimonial n'est pas un bloc monolithique et qu'au contraire, c'est grâce à l'examen des divergences internes que l'on peut se donner une chance de comprendre le sens et la portée du programme de « revitalisation ».

Cette sociologie de l'appareil gouvernemental que nous prétendons élaborer vise à approfondir l'analyse des dynamiques exogènes et endogènes de la patrimonialisation, en apportant des éléments de réponses à deux questions fréquemment évoquées. D'abord, même si les instances supranationales ont une certaine influence sur la définition des politiques locales, nous pouvons déjà écarter l'hypothèse d'une ingérence patrimoniale exercée par l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), dès lors que ses modalités d'incidence se limitent à des recommandations qui sont souvent élaborées avec le consensus des États membres<sup>28</sup>. En revanche, l'hypothèse contraire, qui prétend l'affirmation des pouvoirs locaux à travers la mise en valeur du patrimoine<sup>29</sup>, mérite un examen minutieux.

Il est généralement admis que la décentralisation promue durant les dernières décennies a impliqué une concurrence interurbaine exacerbée et que les maires des grandes métropoles sont de plus en plus « tentés

---

27. Combes, 2011. « Par dirigeants multi-positionnés, nous entendons des acteurs qui occupent des positions de direction au sein d'une et parfois de plusieurs organisations contestataires (mouvements sociaux, organisations sociales, etc.) et mènent parallèlement une carrière politique au sein du PRD. Par reconversion militante, il est fait référence au fait que d'anciens dirigeants d'organisations contestataires, au moment de la fondation du PRD ou au cours de son existence, abandonnent leur militantisme associatif pour se consacrer à leur engagement au sein du parti. Ces deux phénomènes seront rassemblés sous le terme de multi-engagement », p. 14.

28. Melé, 1998.

29. Capron, Ronda et Salin, 2003.

d'utiliser la ville comme tremplin pour un destin politique national<sup>30</sup> ». De la même façon, on sait qu'en Amérique latine la gestion des centres historiques et la possibilité de les mettre en scène constituent des revendications privilégiées par les gouvernements locaux face aux pouvoirs nationaux<sup>31</sup>. Plus globalement, l'instrumentalisation politique du patrimoine urbain ne fait aucun pour Maria Gravari-Barbas et Vincent Veschambre puisque « le fait d'invoquer le patrimoine contribue à susciter l'adhésion du plus grand nombre à un espace, et par là même à ceux qui y exercent le pouvoir<sup>32</sup> ».

La recherche sur les modalités d'intervention dans les centres historiques interpelle en effet les réseaux d'acteurs et le jeu politique qui découle de ces interventions. Sur ce point il convient de souligner qu'à Mexico, comme dans la plupart des villes d'Europe occidentale, les professionnels de l'aménagement s'attirent des compétences en matière de négociation et de facilitation, préfigurant ce que Marie-Hélène Bacqué et Mario Gauthier appellent un « urbanisme collaboratif<sup>33</sup> » qui s'introduit désormais dans la gestion des sites classés<sup>34</sup>. Dans ce débat, des auteurs comme John Diamond vont plus loin dans la critique et interrogent la distance existante entre le discours de la participation véhiculé par les professionnels et la réalité des opérations de « revitalisation » :

Les agences créées pour gérer et mettre en œuvre ces opérations de développement local sont souvent issues de l'extérieur, et il est ainsi apparu une armée grandissante de spécialistes « ambulants » de la revitalisation urbaine<sup>35</sup>.

Malheureusement, la plupart des analyses offertes par la géographie et la sociologie urbaines restent superficielles et ne décrivent ni les origines des professionnels ni leurs relations avec le pouvoir et les partis politiques. S'ils sont « issus de l'extérieur », comme affirme Diamond, on peut se demander à quels réseaux spécifiques ils appartiennent. Par ailleurs, s'ils travaillent dans l'intérêt de propulser un élu au-delà de la scène politique locale, c'est bien parce qu'ils maintiennent une étroite relation avec le pouvoir. Mais laquelle ? Dans le cas qui nous occupe, qui sont les responsables de la « revitalisation » du Centre historique ? Quels sont leurs liens avec les acteurs économiques et politiques ? Comment appréhendent-ils la problématique de la gentrification ? Ces questions sont rarement travaillées.

---

30. Prévot Schapira, 2001, p. 30.

31. Ronda, 2000.

32. Gravari-Barbas et Veschambre, 2004, p. 69.

33. Bacqué et Gauthier, 2011.

34. Busquet, Carriou, Flamand *et al.*, 2010.

35. Diamond, 2005, p. 103.